



Bonjour à tous les délégués de la RAAP, membres à vie et invités. Bienvenue à la 101^e Réunion annuelle de l'Assemblée provinciale et à la toute première Réunion annuelle de l'Assemblée provinciale à distance.

Bienvenue à la cent unième Réunion annuelle de l'Assemblée provinciale.

Il est important de noter que la présente allocution a été enregistrée il y a près d'une semaine, alors il est possible que certains développements pouvant s'être produits ne seront pas reflétés ici. Les développements importants seront abordés, comme toujours, par les canaux de communication habituels de la Fédération.

Et je vais m'éloigner quelque peu de mon texte à ce stade-ci pour reconnaître que, présentement en Amérique du Nord et en Europe, d'importantes manifestations ont lieu alors que nous confrontons le fléau du racisme anti-noir. OSSTF/FEESO a été engagé et demeure engagé à lutter pour l'égalité, le respect et la justice que tous nos membres et élèves méritent.

Il importe également de noter que nous procédons à la RAAP de cette façon parce que nous traversons une crise de santé mondiale qui ne se présente qu'une fois par siècle. Au nom de l'Exécutif provincial, j'espère que vous et vos êtres chers allez bien et que tout en souciant de prendre soin des autres, vous pensez également à prendre soin de vous-même.

Sauf s'il s'agit de votre première RAAP, vous savez sans doute qu'un des points saillants de cette réunion est la présentation des Prix de réalisations des élèves en l'honneur de Marion Drysdale. Dans le format actuel, il nous semblait que toute tentative d'incorporer cette présentation serait insuffisante pour honorer les accomplissements des récipiendaires de prix. Nous **ne manquerons certainement pas** d'honorer ces élèves à un événement futur d'OSSTF/FEESO.

Dans des circonstances normales, notre ordre du jour comprendrait également la présentation des présidences des conseils et comités de la Fédération. Encore une fois, le format actuel ne se prête pas bien pour ceci, alors je vais plutôt prendre un moment maintenant pour reconnaître toutes les présidences de nos comités et conseils et les remercier de leur travail acharné lors de ce qui s'est avéré une année marquante et souvent difficile.

Il est également dans nos coutumes, lors d'années non électorales à la RAAP, d'avoir des invités internationaux avec qui nous avons forgé des relations de travail productives, entrepris des projets d'un intérêt commun et qui sont devenus des amis. À défaut de cette occasion cette année, je tiens quand même à profiter de l'occasion pour vous rappeler que les efforts de solidarité internationale auprès des syndicats en éducation et des autres travailleuses et travailleurs de partout dans le monde, a été une concentration importante d'OSSTF/FEESO depuis de nombreuses années.

À partir du tout début de la présente crise mondiale, nous avons cherché des façons de jouer un rôle constructif pour aider celles et ceux qui sont les plus gravement touchés par les perturbations sociales et économiques provoquées par la pandémie de la COVID-19. Parmi les actions que nous avons entreprises, il y en a deux qui honorent notre longue tradition de solidarité internationale. Nous avons fait un don au *Bangladesh Center for Worker Solidarity*. Cet organisme s'est avéré une voix persistante à la défense des travailleuses et des travailleurs au Bangladesh, particulièrement dans l'industrie vestimentaire, depuis 2001, et nous maintenons un partenariat avec celui-ci depuis un certain nombre d'années. Et nous avons également fait un don au Fonds de solidarité COVID-19 de l'Internationale de l'éducation. Ce fonds aidera les affiliés en éducation de partout dans le monde qui se trouvent dans des circonstances précaires en raison de la COVID-19, surtout dans les pays qui ne sont pas dotés de l'infrastructure de base et de services publics.

Nous vivons une période très inusitée. Depuis maintenant douze semaines, presque tous les aspects de nos vies ont été définis par la crise mondiale de la COVID-19. À partir de nos relations personnelles et familiales au travail quotidien de nos membres, jusqu'à, comme nous en sommes témoins aujourd'hui, la façon à laquelle nous procédons aux affaires de la Fédération, la gestion de crise fait maintenant partie de nos vies. Tous et chacun d'entre nous, quel que soit notre rôle, avons fait de notre mieux, parfois sur une base essai/erreur, pour nous adapter à des circonstances que personne d'entre nous n'a vécues auparavant. Et nous reconnaissons que pour certains de nos membres, y compris le secteur universitaire, cela signifie de se présenter à leur lieu de travail et de continuer à exercer un travail essentiel.

Depuis les quelques dernières semaines, les éducatrices et éducateurs de première ligne ont été tenus de réinventer la façon à laquelle ils dispensent l'éducation aux élèves de cette province. Et les membres d'OSSTF/FEESO se sont montrés à la hauteur de la tâche. En échange de peu de soutien et d'orientation utile de la part du gouvernement ou des conseils scolaires, nos membres font tout en leur pouvoir, dans des circonstances qui sont, dans bien des cas, des plus difficiles, pour assurer la continuité de l'apprentissage pour leurs élèves. Si un niveau pertinent d'éducation a été maintenu lors de cette pandémie, c'est presque exclusivement grâce aux membres d'OSSTF/FEESO et aux autres éducatrices et éducateurs de première ligne.

Soyons clairs par contre – cette période inattendue d'apprentissage à distance ne peut pas servir de tremplin à une certaine transformation du système d'éducation en Ontario, qui soit fondée sur la technologie. Ce que nous mettons en pratique en Ontario présentement est la pédagogie en situation de crise et l'atténuation de dommages.

Ce que cette expérience a *réellement* fait, c'est de dévoiler les failles inhérentes dans toute vision de l'éducation qui ne tient pas compte de la valeur de l'instruction en face à face. Chaque jour, nos membres remarquent les importantes lacunes dans les capacités des élèves à s'engager à l'apprentissage. Chaque jour, nous remarquons comment les inégalités existantes sont amplifiées et aggravées. Nous voyons que de nombreux élèves n'ont simplement pas accès à la technologie requise pour l'apprentissage à distance. Et nous voyons que de nombreux élèves, franchement, nécessitent une orientation et un encouragement en face à face de la part des éducatrices et des éducateurs et qu'ils se désengagent simplement lorsque cette connexion et cette interaction personnelles ne sont pas offertes.

Nos membres sont profondément conscients de ces lacunes. De nombreux parents comprennent ces problèmes. Et toutefois, le ministre de l'Éducation fait comme si ces mesures palliatives par lesquelles nous travaillons pour terminer l'année scolaire, mises en place en vitesse pour répondre à une urgence de santé globale, témoignent de la vision de son gouvernement en matière d'apprentissage à distance en Ontario et peut-être même un plan pour l'avenir.

Manifestement inconscient des différences sociales et économiques et de toute évidence indifférent aux préoccupations légitimes que nous et d'autres avons soulevées en ce qui concerne la protection de la vie privée et la sécurité, Stephen Lecce s'est maintenant positionné comme le champion de « l'apprentissage synchrone en ligne ». N'hésitant jamais à emprunter des expressions à la mode dérisoires, il a vanté les mérites d'un « apprentissage dynamique en direct ». À une occasion, le ministre a publié un gazouillis sur Twitter qui a dû être supprimé et publié à nouveau parce qu'il incluait initialement une capture d'écran contenant les photos et les noms d'une classe complète d'élèves au niveau élémentaire.

Mais c'est ce qui arrive lorsqu'on a un ministre qui traite toute question comme s'il s'agissait d'un simple exercice en optiques politiques. C'est ce qui arrive lorsqu'on a un ministre qui a fréquenté une école secondaire privée d'élite. Qui n'a jamais élevé ou instruit même un seul enfant. Qui n'avait aucune connexion quelconque à l'éducation financée à même les deniers publics avant d'être nommé au moyen d'un processus qui, de toute évidence, ne tenait pas compte des qualifications et du mérite. C'est ce qui arrive lorsqu'on a un ministre qui est né au troisième but et s'imagine qu'il a frappé un triple.

Permettez-moi d'être tout à fait clair sur notre position : Notre Fédération n'est pas naïve en ce qui concerne la technologie, et nous ne sommes pas réfractaires au changement. Nous ne nous opposons pas à l'apprentissage en ligne ou synchrone. Nous savons que ces approches peuvent être efficaces dans les circonstances appropriées, auprès des élèves appropriés et quand les questions de l'équité, la protection de la vie privée et la sécurité auront été abordées. Nous ne tentons PAS de saper l'apprentissage en ligne. Au contraire, les membres d'OSSTF/FEESO déploient des efforts extraordinaires, tous les jours, pour innover et s'adapter à toute sorte de technologies et méthodes requises pour dispenser le curriculum et fournir d'autres soutiens cruciaux aux élèves en cette situation d'urgence de santé mondiale.

Il reste toutefois que plus d'un commentateur des médias ont avancé que notre adoption temporaire du plan d'urgence d'apprentissage à distance pourrait ouvrir la voie à une acceptation plus vaste de l'apprentissage en ligne lorsque cette pandémie sera passée. Et le ministre de l'Éducation, dont le document de planification filtré au public l'an dernier envisageait un système futur dans lequel les élèves du secondaire seraient en mesure d'achever toutes

leurs études en vue de l'obtention de leur diplôme d'études secondaires en ligne, a accueilli la situation actuelle comme étant une occasion de prouver que l'apprentissage en ligne est la vague inévitable de l'avenir.

Cela ne prouvera rien de la sorte. Cela ne fera que renforcer que la situation que nous vivons présentement ne convient absolument pas à l'opportunisme politique. Il n'est pas temps maintenant de passer sous silence la voix des éducatrices et éducateurs de première ligne. Par contre, il EST temps maintenant de mettre de côté la partisanerie non productive et les attachements idéologiques et plutôt de collaborer avec nous pour le bien continu de

nos élèves. À plusieurs reprises, OSSTF/FEESO a affirmé et démontré son engagement à coopérer avec les employeurs et le gouvernement, mais il s'est avéré et continue de s'avérer une tâche difficile de les convaincre à travailler sincèrement avec nous.

Les membres d'OSSTF/FEESO savent ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas avec leurs élèves. Cependant, nous avons tous très bien appris au cours des deux dernières années, et surtout depuis le 15 mars de l'an dernier, que le gouvernement Ford ne comprend pas et ne se soucie pas de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas en éducation.

Tout au long de la ronde de négociation que nous avons achevée en avril, en fait, nous avons affronté un gouvernement dont le programme en éducation n'avait rien à voir avec l'éducation. Nous avons fait face à un gouvernement dont les seuls buts réels étaient les coupures de financement et la création de conditions favorisant la privatisation envahissante. Et nous affrontions un gouvernement majoritaire à seulement la deuxième année de son mandat – un gouvernement tellement encouragé par son pouvoir nouvellement acquis, un gouvernement qui se sentait tellement invincible, qu'il était confiant de pouvoir déclarer la guerre contre un des actifs les plus précieux de l'Ontario, son système d'éducation publique. Il était confiant de pouvoir éliminer des milliers de postes d'enseignant – un sur quatre – des écoles secondaires de l'Ontario. Il était confiant que personne ne pouvait les empêcher d'imposer quatre cours d'apprentissage électronique obligatoire aux élèves des écoles secondaires de cette province. Il était confiant de pouvoir sabrer dans le financement des soutiens essentiels et des travailleuses et travailleurs en éducation qui les offrent. Il était confiant qu'il pouvait faire tout cela et rien ne pouvait les en empêcher.

Nous savons tous maintenant que l'entente centrale que nous avons ratifiée le mois dernier ne les a pas empêchés complètement. Nous savons que le gouvernement Ford a quand même réussi à réaliser une petite part de ce qu'il s'était proposé de faire. Mais *seulement* une petite part. Au moyen de stratégies minutieuses et d'un travail énorme de la part des dirigeants locaux, et grâce à l'engagement et aux sacrifices de nos membres, nous avons fait bouger un gouvernement hostile et majoritaire presque complètement de son programme initial. Ce n'est que rarement, voire jamais, dans l'histoire centenaire de notre Fédération, qu'une attaque si agressive de la part d'un gouvernement ait été menée si brusquement. Lors du dernier conflit qui s'apparente le plus à celui-ci, un débrayage du secteur de l'éducation au complet d'une durée de deux semaines lors de la manifestation politique de 1997, nous ne sommes même pas venus près d'atteindre les résultats obtenus cette fois-ci, mais au prix d'un plus grand sacrifice de la part de nos membres.

Nous n'avons pas obtenu l'entente que nous souhaitions, alors nous ne célébrons pas comme si c'était une victoire. Mais à la lumière de ce que nous affrontions, il s'agit d'un accomplissement de taille et quelque chose dont nous pouvons être discrètement fiers.

Il semble à la fois de mémoire récente et il y a une éternité alors que l'entente que nous souhaitions demeurait à notre portée. Il en était ainsi jusqu'à la semaine précédant le congé de mars. La semaine suivante, toutefois, la crise de la COVID-19 avait chambardé complètement et dans tous les sens les normes sociales et économiques, à l'échelle mondiale. Presque personne n'accordait d'attention à autre chose que la crise de santé mondiale. Soudainement, presque toute la pression politique que ressentait le gouvernement en raison de son programme en matière d'éducation lors des 12 derniers mois s'est simplement et avec raison dissipée.

D'une perspective de la négociation, nous avons dû faire face à la réalité qu'il n'y avait presque aucune chance d'obtenir d'autres améliorations, mais que des parties de ce qui avait été accompli seraient compromises si une entente n'était pas alors obtenue. Nos acquis politiques et le soutien public que nous avons si ardemment gagnés auraient pu facilement être perdus si nous avions été perçus comme étant bien à côté de la réalité actuelle. Si nous n'avions pas tenu compte de cette réalité et avons tenté de demeurer sur un parcours qui s'écroulait sous nos pieds, cela se serait avéré une imprudence délibérée à l'endroit de nos membres et un handicap à nos efforts futurs de faire avancer les intérêts de nos membres et de nos élèves.

Cependant, le fait de se contenter d'une entente qui laisse à désirer n'est pas la même chose que de céder la victoire. Nous avons lutté contre le programme du gouvernement, avec beaucoup de succès, pendant plus d'un an, et cette lutte n'a pas pris fin à la ratification des ententes centrales.

Il nous est impossible de prédire comment la crise actuelle évoluera et exactement comment cette expérience se répercutera sur la disposition politique de la population de l'Ontario. Cependant, nous savons qu'il y aura des élections en juin 2022, et jusqu'à cette date, quelle que soit la façon à laquelle cette crise influence ultimement le paysage politique, les élections doivent être un important point de mire de nos efforts.

Il est vrai que, depuis peu de temps après le début de la pandémie, de nombreuses personnes voient le premier ministre Ford d'un meilleur oeil que par le passé. C'est un phénomène typique en cas de crise, surtout quand l'ensemble de la population est menacé par un adversaire commun. Il est également vrai que les hausses soudaines de popularité peuvent tout aussi rapidement s'effriter.

Le plus important, c'est que nous ne pouvons pas laisser les dérangements causés par cette pandémie devenir une excuse pour une amnésie politique. Il est important pour nous tous – pour toutes les Ontariennes et tous les Ontariens – de nous rappeler qu'avant de devenir un chevreuil aveuglé par les phares d'une crise de santé mondiale, Doug Ford et son gouvernement n'écoutaient jamais les experts – sauf peut-être les experts dans le pillage des services publics dans l'intérêt de profits privés.

Il est important pour nous tous de nous rappeler que, à partir des premières semaines de son gouvernement au pouvoir, des décisions insouciantes et irréfléchies, prises sans égard aux conséquences, sont devenues le lot quotidien -- des décisions qui n'étaient même pas près d'être fondées sur les preuves ou données probantes ou les commentaires de conseillers crédibles ayant une expertise pertinente.

Il est important de se rappeler que Doug Ford a soudainement annulé le projet pilote sur le revenu de base – une décision cruelle qui a lancé des milliers d'Ontariennes et d'Ontariens à faible revenu dans une incertitude dévastatrice et a gaspillé les 50 millions de dollars déjà investis dans le projet. C'est une décision qui semble encore plus myope à la lumière de ce que la crise de la COVID-19 nous enseigne au sujet des priorités économiques.

La liste de décisions précipitées – ayant presque toujours comme cibles les citoyennes et citoyens les plus marginalisés et vulnérables de l'Ontario – est sans fin.

Les prestataires de l'aide sociale, les communautés racialisées, les victimes de violence à l'endroit des femmes, même les enfants et les jeunes ayant besoin de médicaments sur ordonnance – tous ces groupes ont été ciblés.

Il est important de se rappeler que les travailleuses et travailleurs les plus vulnérables dans la province ont été dépouillés de protections difficilement acquises lorsque Doug Ford a abrogé les réformes du travail du gouvernement précédent.

Il est important de se rappeler que des dizaines de milliers d'enfants peuvent être soumis à une attente de deux ans et demi avant d'obtenir des services de santé mentale essentiels, grâce aux coupures de financement de Doug Ford. Et que les familles d'enfants atteints d'autisme ont sombré dans la panique et le désarroi quand le gouvernement Ford a sabré l'accès aux thérapies et services dont elles ont besoin.

Et, dans le contexte de la présente pandémie, il est particulièrement important de se rappeler que Doug Ford a non seulement fait des coupures massives aux services de santé publique de l'Ontario, il a également réduit les inspections des établissements de soins de longue durée de la province. L'an dernier, seulement neuf établissements sur 626 ont fait l'objet d'inspections complètes en Ontario – des inspections qui étaient jadis obligatoires sur une base annuelle pour garantir la sécurité des résidentes et des résidents et la prestation de soins adéquats. En bref, le gouvernement de Doug Ford a fait en sorte qu'il est maintenant beaucoup plus facile qu'auparavant pour les établissements de soins privés, motivés par la recherche de profits, de faire des économies et de ne pas tenir compte de la pénurie de personnel. Et nous avons tous été témoins au cours des quelques dernières semaines, des résultats tragiques que cela a engendrés.

Une gaffe n'attend pas la suivante, une litanie de décisions à courte vue, entraînant souvent des conséquences inattendues. Ils ont lancé des secteurs entiers dans l'incertitude, sinon la tourmente.

Et comme nous le savons tous, c'est la même histoire dans le domaine de l'éducation. L'indifférence de ce gouvernement face à la valeur de l'éducation, son mépris envers les personnes qui dispensent l'éducation et son dédain à l'endroit des syndicats qui représentent les éducatrices et les éducateurs ont été évidents dès le début.

Cela a commencé par l'annulation soudaine des consultations au sujet de l'inclusion du contenu autochtone dans tout le curriculum – une décision qui aura des répercussions durables, et non seulement en salle de classe.

Dans un geste cynique conçu pour répondre à certaines des voix les plus répugnantes et intolérantes de la province, le gouvernement a annoncé l'annulation du programme-cadre d'éducation physique et santé.

Les programmes à l'intention des jeunes à risque, y compris les élèves autochtones et racialisés, ont effectivement été éliminés lorsque les Subventions pour la participation et l'engagement des parents ont été cessées et que la somme de 25 millions de dollars a été coupée des programmes d'éducation.

Et bien avant la crise de la COVID-19, l'approche du gouvernement Ford à l'enseignement supérieur touchait négativement toutes les personnes concernées. En un tour de main trompeur – une décision affichée comme étant une réduction de dix pour cent des frais de

scolarité – le gouvernement a en réalité augmenté le fardeau de dette des étudiantes et étudiants du postsecondaire et a supprimé l'accès à un programme sans frais de scolarité pour les familles à faible revenu, lancé par le gouvernement précédent. En même temps, les centaines de millions de dollars en revenus provenant des frais de scolarité ont été supprimés des collèges et universités de cette province. Les étudiantes et étudiants devront composer avec un fardeau de dette pendant plusieurs années après l'obtention du diplôme. Et les universités devront composer avec un financement encore plus limité qu'auparavant et nous savons d'expérience que les insuffisances de financement dans les universités entraînent un impact disproportionnel sur nos membres dans le District 35 et rend tout, y compris la négociation, plus difficile pour nos unités de négociation du District 35. Nos membres à l'Université Algoma se trouvent dans une ronde de négociation difficile présentement. À l'Université d'Ottawa, l'administration a fait preuve d'un manque de respect consternant à l'endroit de l'équipe de négociation et des membres en faisant demande du recours au vote sur la dernière offre. Il faut un « non » catégorique pour montrer à cet employeur paternaliste qui parle réellement au nom des travailleuses et des travailleurs. Tous les membres d'OSSTF/FEESO se montrent solidaires avec ces deux unités de négociation alors qu'elles s'affairent à conclure des ententes qui protègent les droits et les conditions de travail pour leurs membres.

Toutes ces décisions du gouvernement Ford ont eu lieu avant le 15 mars de l'an dernier, alors qu'il a dévoilé son programme dévastateur pour les écoles secondaires et élémentaires financés à même les deniers publics en Ontario. Nous luttons contre ce programme depuis lors. Nous avons mené cette lutte à la table de négociation, sur les piquets de grève et à d'innombrables marches et manifestations.

Nous avons lutté avec l'intensité et l'intelligence requise pour forcer le gouvernement à abandonner les éléments les plus flagrants de son programme. Cependant, cela ne veut pas dire que la lutte est terminée. La lutte contre les effectifs de classe plus nombreux, contre l'apprentissage électronique obligatoire, pour de meilleurs soutiens à l'intention des élèves vulnérables, pour l'égalité à l'endroit des élèves racialisés et autochtones et pour empêcher ce gouvernement de causer encore plus de dommages que ce qu'il a déjà fait – toutes ces luttes doivent se poursuivre.

Nous n'avons pas instigué ces luttes. En fait, nous avons affirmé publiquement, dès le début, que nous étions plus que prêts à nous engager dans un dialogue productif. Cependant, ce gouvernement s'est dès le début montré irrespectueux à l'endroit des élèves autochtones et LGBTQ. Ce gouvernement a mis en place une ligne téléphonique pour rapporteurs contre les éducatrices et les éducateurs qui tenaient à ce que les élèves se sentent en sécurité et bien accueillis. Et ensuite, il a lancé une attaque d'envergure contre les conditions d'apprentissage des élèves, les conditions de travail des membres et notre droit constitutionnel à la négociation collective.

Malgré nos meilleurs efforts, ce gouvernement a fait des dommages et notre tâche maintenant est de faire en sorte de rappeler quotidiennement ces conséquences aux Ontariennes et Ontariens. Nous ferons en sorte que ce gouvernement soit redevable pour chaque problème qui surgit dans le système. Et nous ferons en sorte que son dossier pourri soit suspendu à leur cou tel un boulet jusqu'aux prochaines élections, alors que nous pourrions finalement nous débarrasser de Doug Ford, de Stephen Lecce et de ce gouvernement incendiaire.

Cela doit être le but. Cette province ne peut pas soutenir un autre mandat de ce gouvernement destructeur. L'Ontario ne peut pas se permettre quatre années supplémentaires de maladresse, de népotisme et de cruauté en matière de politiques publiques. À partir d'aujourd'hui, nous nous fixons comme objectif le 2 juin 2022.

Il s'agit de la meilleure faveur que nous pouvons faire à nos élèves. Il s'agit de la meilleure faveur que nous pouvons faire à nos membres. C'est la chose la plus importante que nous pouvons faire pour l'éducation financée à même les deniers publics. La meilleure chose que nous pouvons faire pour l'avenir de cette province est de nous assurer que le gouvernement Ford est limité à un seul mandat.

Il s'agit alors d'un appel à l'action. Personne qui souhaite la fin de ce chaos ne peut se permettre de rester en retrait pendant les deux prochaines années. Nous devons, nous devons absolument, travailler dans la solidarité pour mener à la défaite cette horreur qu'est le gouvernement Ford. Nous devons nous engager l'Ontario envers un avenir positif pour nos

membres, nos élèves et notre système d'éducation. À notre meilleur, c'est ce que nous avons toujours fait. Rien de moins que notre mieux ne fera l'affaire maintenant.

Enfin, au nom de l'Exécutif provincial, restez fort, restez en sécurité. Passons maintenant aux affaires de la RAAP à distance en se rappelant que, pour emprunter les paroles d'une vieille chanson de Vera Lynn, nous nous reverrons tous une de ces belles journées ensoleillées.